

Le Comité Directeur de l'ACE favorable à l'intégration des actuels Conseils en propriété industrielle dans la profession d'avocat

**Le Comité directeur de l'ACE, réuni le 01 février 2008 a adopté la motion suivante.**

- L'unification entre les deux professions d'avocat et de conseil en propriété industrielle est une réforme cohérente avec la volonté de créer en France une grande profession du droit.
- Elle constitue en outre une opportunité économique et stratégique pour les cabinets d'avocats.
- En effet, la concurrence nationale et internationale accrue sur les nouveaux domaines du droit des affaires et de l'entreprise impose que nous renforçons nos structures, la compétence et la pluridisciplinarité de nos équipes et la visibilité des professionnels français du droit.
- A l'inverse, le risque existe réellement que ces conseils en propriété industrielle, s'ils demeurent isolés, voient leur secteur d'activité partiellement ou totalement déréglementé ; leurs compétences deviendraient alors largement accessibles aux grands réseaux multinationaux de conseil et d'ingénierie qui souhaitent venir concurrencer, en France, les professionnels du droit sur le marché de la propriété intellectuelle et du droit des nouvelles technologies.
- En intégrant des professionnels reconnus et des juristes chevronnés dans leurs domaines, qui ont une grande expérience de travail avec nos confrères spécialisés, qui partagent notre déontologie et qui sont pour beaucoup issus des meilleures formations scientifiques françaises, les avocats seront plus forts et mieux armés pour répondre aux besoins de leurs clients d'entreprise et des secteurs en développement.